

En Wallonie, les opérations de nettoyage laissent tout doucement la place à la reconstruction après les inondations qui ont dévasté de nombreuses communes du sud du pays. Sur le terrain, l'armée est sur le pont et apporte son aide à la population. Depuis dimanche, c'est en effet la Défense qui coordonne l'aide alimentaire dans les zones sinistrées.

En attendant, de nombreuses questions restent encore sans réponse : cette reprise en main par la Défense n'arrive-t-elle pas un peu tard ? Qu'en est-il des équipes de la protection civile, dont la réforme actée par le gouvernement Michel suscite des critiques ? Cette protection civile a-t-elle été présente à temps et de manière efficace ? “ Je ne cherche pas de bouc émissaire. Sur le terrain, chacun a fait de son mieux, mais trois semaines après les faits, le politique doit se réapproprier le dossier et reprendre la main ”, indiquait la députée fédérale écologiste Julie Chanson, habitante de Theux, l'une des communes sinistrées.

Cet avis, ils sont nombreux à le partager. La Libre a contacté plusieurs élus de la région liégeoise pour tenter de saisir les manquements dans la gestion de l'urgence.

Les services de secours ont-ils manqué de rapidité et d'efficacité ?

Alors que la population constatait l'ampleur de la catastrophe dès le 15 juillet, la colère a rapidement gagné les citoyens. Et les questions ont suivi : l'ampleur du drame aurait-elle pu être atténuée par une intervention plus rapide des services de secours ?

Pour Vanessa Matz, députée CDH et habitante d'Aywaille, ce n'est pourtant pas faute d'avoir tenté d'alerter les autorités fédérales, plus particulièrement la ministre de l'Intérieur, Annelies Verlinden (CD&V). “ Déjà le mercredi 14 juillet, lors de la séance plénière, j'ai voulu l'avertir qu'il y avait des citoyens sinistrés. Mais à ce moment-là, je n'ai pas l'impression que la ministre de l'Intérieur prend conscience de l'ampleur de la situation et des risques courus. ” Ce retard initial ne sera pas sans conséquence, selon la députée humaniste. “ C'est évident, on ne peut pas le nier, cela serait de la mauvaise foi .”

Julie Chanson (Écolo) estime pour sa part “ qu' i l ne faut pas critiquer les hommes et les femmes qui ont été rapidement sur le terrain et qui ont fait de leur mieux. Mais ils ont malheureusement été rapidement débordés ”, explique l'écologiste. Elle pointe surtout un manque de moyens et d'effectifs, ce qui rend difficile l'anticipation d'un tel phénomène. Selon la députée, ce manque de moyens découle de la réforme de la protection civile, “ détricotée par le gouvernement précédent ”.

Philippe Goffin (MR), ancien ministre de la Défense et bourgmestre de Crisnée, estime que les moyens sur place ont été correctement déployés. Mais cela ne suffisait pas pour autant. “ Nous avons des services de secours qui fonctionnent, mais rien pour coordonner le tout. En effet, l'une des questions qui se sont rapidement posées, c'est de savoir, au moment où nous étions touchés – la catastrophe s'étendant bien au-delà d'une seule province –, s'il y avait un monsieur ou une madame coordination, et ce n'était pas le cas ”, martèle le député fédéral.

La coordination : la clef manquante pour une réponse adéquate à la crise ?

La question de la coordination, c'est, selon Philippe Goffin, l'élément fondamental qui n'a pas permis d'être rapide et efficace sur le terrain. Mais la lasagne institutionnelle belge n'est-elle pas le frein majeur à une coordination idéale ? “ Le politique doit agir dans l'intérêt des citoyens, celui-ci étant la priorité absolue.”

Mais sur le terrain, la coordination parfaite semble être malmenée par des couacs de communication. C'est ce que confie, anonymement, une source politique élue dans l'une des communes touchées. “ La communication entre les communes et la Province a posé problème. Les communes communiquent en effet leurs besoins au centre de crise provincial, c'est-à-dire au gouverneur qui, ensuite, en réfère au chef de la Défense. Je ne suis toutefois pas sûr que toutes les demandes ont été entendues .”

À propos de la Défense, Philippe Goffin qui en était le ministre estime que l'armée fait le job. Mais persiste et signe : sans coordination efficace, les moyens ne suffisent pas. “ Quand j'étais ministre de la Défense, j'ai vu beaucoup de bonne volonté, il y a cette volonté manifeste d'aide à la nation, cela fait partie de l'ADN de l'armée. Mais il faut aussi de la coordination pour que cela fonctionne. Ce n'est pas simple, mais pour que le tout fonctionne, c'est une nécessité .”

Ce constat vaut aussi pour les autres services de secours, comme le rappelle Vanessa Matz. “ Les pompiers de la zone de Courtrai sont intervenus en renfort dans ma commune. Plus tard, les pompiers de la zone de secours d'Aywaille sont tombés nez à nez avec eux, avec surprise. C'est que les deux équipes n'étaient pas averties de la présence de leurs collègues. Il n'y avait simplement pas de coordination. ”

Débattre, analyser, tirer des leçons pour tenter, à l'avenir, de prévenir et non plus guérir

Le constat semble clair : les moyens manquent, les effectifs aussi. Passé l'heure des constats, il faudra proposer des pistes pour avancer. Au Parlement ou en mettant en place l'une ou l'autre commission, les suggestions sont nombreuses. Mais l'avis est unanime : le politique doit rapidement reprendre la main pour débattre, analyser, tirer des leçons pour prévenir et non plus guérir. “Un des gros points noirs de cette gestion de crise concerne la protection civile. Elle qui est censée être équipée avec le matériel nécessaire était aux abonnés absents” , pointe Vanessa Matz.

La protection civile, surtout la réforme de celle-ci, est également la cible de Julie Chanson. “ Nous avons – avec le PS et le CDH – déposé une proposition de résolution en 2019 pour évoquer les différentes problématiques. Nous avons pointé la diminution des

casernes, passées de six à deux. Ainsi, dans notre région, il n'y a qu'une caserne, elle est à Crisnée. Concrètement, si les agents de la protection civile sont appelés à intervenir dans les Fagnes – et cela arrive souvent –, ils ne pourront pas agir s'il y a une catastrophe ailleurs, c'est impossible. En 2019, nous avons interpellé le ministre de l'Intérieur de l'époque, Jan Jambon (N-VA). Nous avons rapporté ce qui avait été dit lors des auditions, à savoir qu'en cas de catastrophe, le citoyen est en danger, qu'il ne sera pas possible d'intervenir. Avec les inondations, on a malheureusement prouvé que la protection civile ne peut effectivement pas être partout, que le désinvestissement a été lourd de conséquence pour les citoyens.” Julie Chanson estime que cette réforme doit faire l'objet d'une analyse critique. D'un débat parlementaire en commission de l'Intérieur d'abord ; dans une commission spécifique ensuite, à l'image de ce qui a été organisé pour le Covid, plaide l'écologiste.

Philippe Goffin, lui, n'est pas opposé à un débat parlementaire, mais il rappelle qu'il n'est pas opportun de cibler la protection civile. “ La protection civile a bien travaillé, la caserne se trouve à Crisnée et je crois qu'il est important de signaler que les personnes de terrain ont fait ce qu'elles pouvaient faire. La réforme est remise en cause, je n'ai aucun tabou sur la question, s'il faut débattre de cette réforme, pourquoi pas. Pour mener cette analyse en profondeur évoquée et émettre des recommandations à la suite de cette catastrophe, le Parlement est, je crois, l'endroit le plus approprié. Cela peut se faire sous la forme d'une commission spécifique, à condition que l'on ne soit pas dans une chasse aux sorcières. S'il y a des fautes constatées, la justice est là pour intervenir.”

Après les débats et les questions, viendra le temps de la reconstruction. Pour Philippe Goffin, il est fondamental “ d'inculquer une culture de sécurité, au politique mais aussi aux citoyens . Pour cela, il est impératif, à mon sens, d'identifier les risques d'ampleur. On peut cibler les risques localisés, mais il est important de cibler également les risques d'ampleur. Pour ma part, j'en ai identifié quelques-uns : le climat, le virus, les attentats, l'informatique. Ce type d'identification permet de mieux se préparer, d'anticiper les actions à mener et de coordonner ensuite. La question fondamentale est de savoir quels moyens notre pays veut-il affecter à sa sécurité ”.

Vanessa Matz, quant à elle, s'interroge sur l'efficacité de notre montage institutionnel face au défi de la reconstruction. Pourtant, cette étape est, selon la députée CDH, fondamentale pour l'avenir de la Wallonie.

“ L'enjeu majeur, c'est maintenant, c'est la reconstruction. La première phase était aussi la plus critique puisqu'il fallait intervenir avec une aide concrète à apporter aux sinistrés. Mais à l'heure actuelle, il faut également penser à l'avenir, et c'est aujourd'hui que les pouvoirs publics, Régions et fédéral, doivent pleinement jouer leurs rôles. La région de la Vesdre n'était déjà pas en très grande forme. Aujourd'hui, si on rate le train de la reconstruction, la région risque le déclassement total ”, conclut, pour sa part, Malik Ben Achour, échevin PS à Verviers. Le député fédéral reviendra, sans nul doute, sur la question pour s'en emparer au Parlement, dès la rentrée parlementaire. Voire avant, “ car le temps presse ”.

Maryam Benayad et Tom Guillaume

Dans certaines communes, les secours n'ont pas pu intervenir face à la force de l'eau. Il a fallu attendre l'arrivée des équipes étrangères pour venir en aide à la population.

Maryam Benayad

Copyright © 2021 IPM. Tous droits réservés